



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2019

1

Rapport semestriel d'activité

1.1	Profil de Lydec	2
1.2	Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2019	4
1.3	Synthèse de l'évolution des résultats	5
1.4	Analyse de la marge de distribution	6
1.5	Excédent Brut d'Exploitation	10
1.6	Autres produits et charges	10
1.7	Besoin en Fonds de Roulement	11
1.8	Flux de trésorerie	11
1.9	Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2019	12
1.10	Investissements	13
1.11	Actif circulant	14
1.12	Situation de la trésorerie nette	15
1.13	Financement LT	15
1.14	Passif circulant	16
1.15	Informations sur le capital de la société	18

1.1 Profil de Lydec

Mission

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales et l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée d'une durée de 30 ans signé en 1997 entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec).

Valeurs

- › Orientation Client
- › Innovation
- › Intégrité
- › Solidarité

Données clés S1-2019

Actionnariat stable réparti entre SUEZ, RMA, Fipar-Holding et une part de flottant depuis son introduction à la Bourse de Casablanca en 2005

Capital social

800 MDhs

Chiffre d'affaires

3 593 MDhs

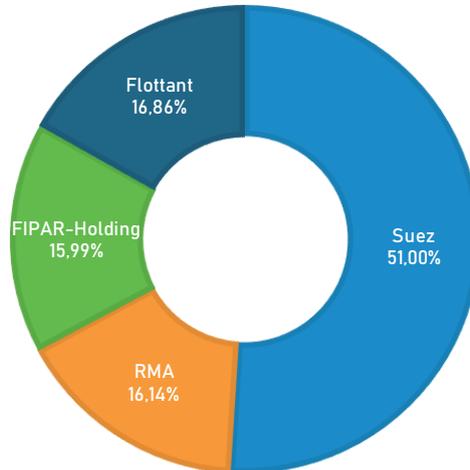
Résultat net

69 MDhs

3 253

Collaborateurs

Répartition du capital au 13 juin 2019



SUEZ

Opérateur mondial dédié aux métiers de l'eau et de la propreté, présent sur cinq continents

RMA

Opérateur majeur du secteur de l'assurance, filiale du groupe FinanceCom.

FIPAR-Holding

Société d'investissement di groupe Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

Près de

16,7* milliards

de dirhams investis depuis 1997 au service du développement du Grand Casablanca et de la qualité du service aux clients

Quadruple certification

QUALITE

ISO 9.001 • OHSAS 18.001
ISO 27.001 • ISO 14.001

Plus de

1,28 million

de clients en eau

Double accréditation

ISO 17.025

Centre Technique de Métrologie et Laboratoire Labelma Certification du Système de Management Anti-Corruption selon le référentiel ISO 37001 version 2017 et le Système de Management de la Formation selon le référentiel ISO 29990

Plus de

1,05 million

de clients en électricité

Accessibilité des services
Interventions rapides
« dépannage »

24h/24 • 7j/7

Reconnue

TOP PERFORMER RSE

en 2012, 2014, 2015, 2017 et 2018 par Vigeo Eiris et intégration en 2017 du palmarès Best Emerging Market Performers

de **Vigeo Eiris**

* Investissements de la Gestion Déléguée exprimés en TTC, y compris charges indirectes et peines & soins

Lydec est une société anonyme à Conseil d'Administration et soumise aux dispositions des lois relatives aux sociétés anonymes et aux sociétés faisant appel public à l'épargne.

Objet social

Lydec a pour objet social la réalisation du contrat de gestion déléguée, portant sur une délégation pendant trente ans des services de distribution d'eau potable, d'assainissement, de distribution d'électricité et de l'éclairage public.

L'Autorité Délégante confie en gestion déléguée ces services au Délégataire, qui accepte de les assurer dans les conditions stipulées par le contrat de gestion déléguée.

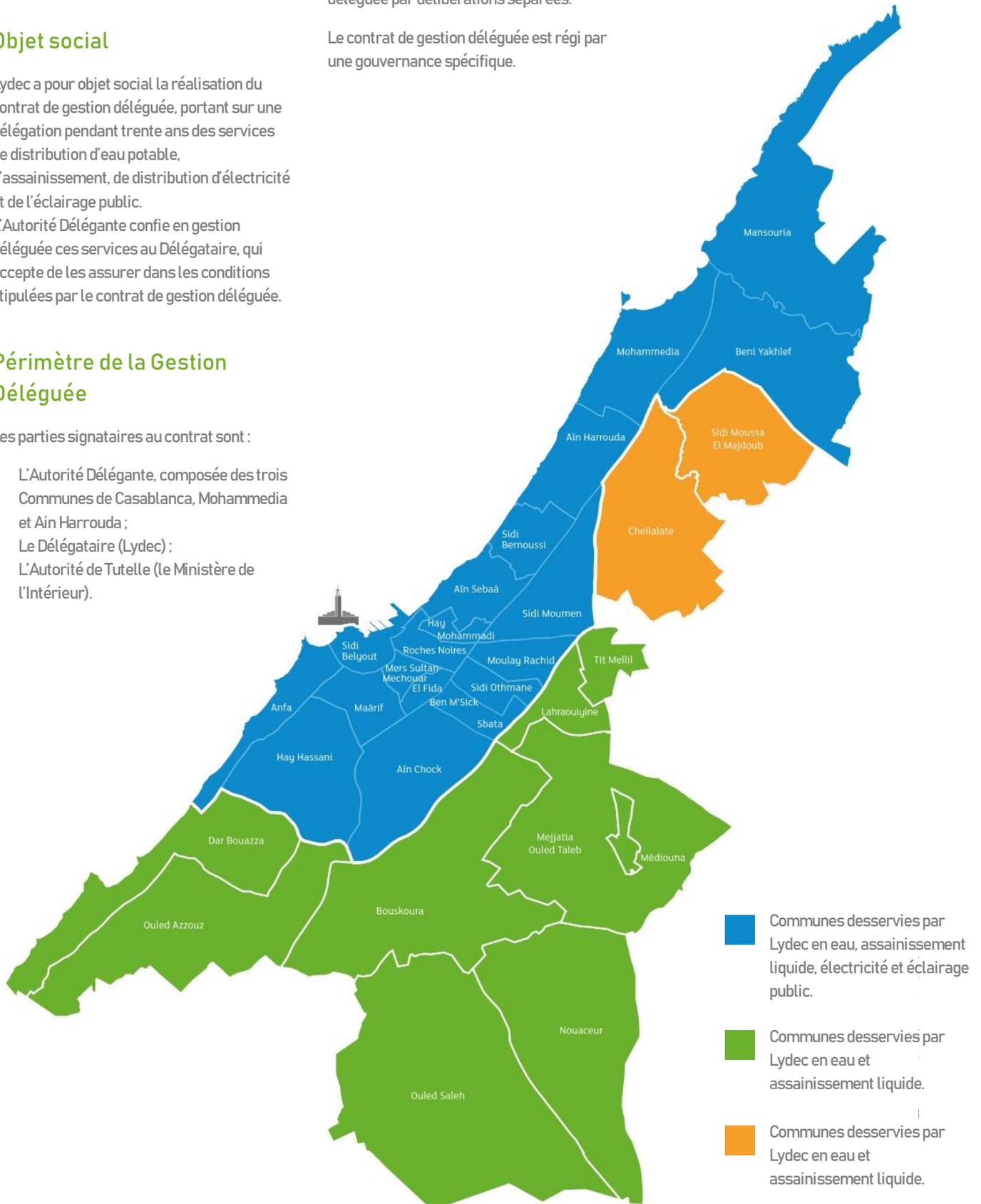
Périmètre de la Gestion Déléguée

Les parties signataires au contrat sont :

- ▶ L'Autorité Délégante, composée des trois Communes de Casablanca, Mohammedia et Ain Harrouda ;
- ▶ Le Délégataire (Lydec) ;
- ▶ L'Autorité de Tutelle (le Ministère de l'Intérieur).

Lydec exerce ses missions sur le périmètre de l'Autorité Délégante et de 13 communes situées en périphérie de Casablanca qui ont également adhéré au contrat de gestion déléguée par délibérations séparées.

Le contrat de gestion déléguée est régi par une gouvernance spécifique.



1.2 Faits marquants du 1^{er} semestre 2019

▶ **Révision contractuelle du contrat de Lydec :**

Poursuite des travaux de révision contractuelle durant le premier semestre 2019 et tenue de deux comités de suivi le 8 et 28 février 2019, de pilotage en date du 28 février 2019. Le comité de suivi et pilotage du 28 février qui est entériné les projets de résolutions présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 ;

▶ **Audits de la période 2016-2017 :**

Décision du comité de pilotage du 28 février 2019 de solder définitivement dans le cadre du bilan des passifs les audits de la période 2016-2017 relatifs au Fonds de Travaux ainsi que la valorisation des investissements respectivement pour un montant de 6,6 Mdhs et 14,1 Mdhs ;

▶ **Dossier de la retraite :**

Le comité de pilotage du 28 février 2019 a entériné les projets de résolutions du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- Arrêter le montant des avances faites par Lydec avant 2003 à 100,5 Mdhs à rembourser à travers le compte dédié à l'apurement de ce dossier ;
- Porter au profit de l'AD dans le cadre du bilan des passifs un montant de 74,8 Mdhs.

▶ **Arriérés collectivités :**

Encaissement en avril 2019 de la deuxième échéance du protocole d'apurement des arriérés de la ville de Casablanca signé en mai 2018 pour un montant de 76 Mdhs ;

▶ **Tenue de deux comités de suivi** en février 2019, avec principalement à l'ordre du jour la validation des décisions concernant les audits 2016-2017 et le dossier de la retraite.

▶ **Maintien des certifications QSE** pour l'ensemble des activités de Lydec (ISO 9001, OHSAS 18001), extension de la certification ISO 14001 aux sites du poste source « Sidi Othmane Livraison » et de la station de traitement El Hank (en plus des sites Eaucéan, poste source Dar Bouazza et Station d'épuration de Médiouna déjà certifiés) et renouvellement de la certification du système de management de la sécurité de l'information selon le référentiel NM ISO 27001, suite à l'audit du système de management intégré de Lydec.

▶ **Accélération du programme de travaux** visant à la protection de la ville par rapport aux risques d'inondations :

- Finalisation du dalot de stockage des eaux pluviales HA2, d'une longueur de 1 200 mètres linéaires et d'une capacité de 9 000 m³, correspondant à un investissement de 30 Mdhs, réalisé dans le cadre de l'extension du réseau d'assainissement et de la protection de la zone de Sidi Moumen contre les inondations ;
- Démarrage des travaux de réalisation de la galerie de stockage des eaux pluviales Hay Sadri, dans le cadre de la protection de la zone Est de Casablanca contre les inondations d'une longueur de 1 350 mètres linéaires et d'une capacité de 14 000 m³, le coût global de ce projet s'élève à 182 Mdhs ;
- Démarrage des travaux de réalisation du système d'assainissement liquide de la Route Nationale n°1 (RN1) : un ensemble de station de pompage, galeries souterraines et collecteurs permettant la lutte contre les débordements. Le coût global du projet s'est établi à 314 Mdhs.

▶ **Accompagnement continu de la ville** dans la réalisation de nombreuses opérations d'aménagement urbain. Parmi les principaux travaux réalisés à fin Juin 2019 :

- Travaux de déviations et/ou de protection des réseaux des lignes Tramway T3 et T4 ;
- Etudes de déviations et/ou de protection des réseaux relatives aux projets Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ligne L5 ;
- Mise en place de l'éclairage de la corniche et du quartier art déco selon les recommandations du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL).

1.3 Synthèse de l'évolution des résultats

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018	
CA fluides	3 090	3 103	13	0,4%
CA travaux et autres recettes	374	490	116	31,0%
Chiffre d'affaires	3 464	3 593	129	3,7%
Marge de distribution	975	974	- 1	0,0%
Autres recettes	172	170	- 1	- 0,7%
Marge totale	1 147	1 145	- 2	0,0%
Charges d'exploitation hors coûts activés, redevances calculées, départs anticipés, impôts	- 624	- 628	- 4	0,6%
Indemnités départs anticipés	- 15	- 4	11	- 76,2%
Coûts activés	- 22	- 23	- 1	4,7%
Redevances calculées	- 76	- 77	- 1	1,0%
Impôts et taxes	- 5	- 3	3	- 48,7%
Total charges d'exploitation	- 699	- 688	11	- 1,5%
Excédent Brut d'Exploitation	448	457	9	2,0%
	En % du CA	12,9%	12,7%	
Dotations et reprises sur provisions	- 19	- 23	4	18,6%
Dotations aux amortissements	- 282	- 308	26	9,1%
Résultat opérationnel courant	147	126	- 21	- 14,1%
Résultat non courant	50	22	- 28	- 56,0%
Résultat financier	- 36	- 33	4	- 9,7%
Impôts sur les sociétés	- 56	- 46	10	- 17,8%
Résultat Net	104	69	- 35	- 33,7%
	En % du CA	3,0%	1,9%	

Le chiffre d'affaires à fin juin s'élève à 3 593 Mdhs en avance de 3,7% par rapport à 2018.

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018	
Chiffre d'affaires fluides	3 090	3 103	13	0,4%
Recettes et peines et soins travaux remboursables	123	173	50	40,6%
Autres produits (dont paratarifaire)	128	132	4	2,8%
Chiffre d'affaires Hors CA Fonds De Travaux	3 341	3 408	67	2,0%
Facturation et peines et soins Fonds De Travaux	123	186	63	51,0%
Total Chiffre d'affaires	3 464	3 593	129	3,7%

Les ventes de fluides sont quasi stables par rapport à 2018.

Les ventes travaux remboursables ainsi que les peines et soins y afférents augmentent de 40,6% par rapport à 2018, en lien avec l'accélération des travaux d'aménagement urbains.

La facturation des travaux financés par le Fonds de Travaux ainsi que les peines et soins y afférents augmentent de 51% par rapport à 2018.

La marge de distribution de 974 Mdhs quasi stable par rapport à 2018.

L'EBE ressort à 457 Mdhs, en avance de 9 Mdhs (+2%) par rapport à 2018.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 126 Mdhs en baisse de 21 Mdhs par rapport à 2018 intégrant principalement les dotations aux amortissements qui augmentent de -26 Mdhs et les provisions pour risque en hausse de 4 Mdhs.

Le résultat non courant s'élève à 22 Mdhs. Il est en retrait de 28 Mdhs par rapport à 2018 qui intégrait l'impact de la compensation tarifaire eau relative à 2017 et la reprise de provision pour dénouement des audits 97-2006.

Le résultat net s'élève à 69 Mdhs en baisse de 35 Mdhs (-34%) par rapport à 2018.

1.4 Analyse de la marge de distribution des fluides et des autres produits

1.4.1 MARGE DE DISTRIBUTION DES FLUIDES

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018	
Chiffre d'affaires				
Montant	3 090	3 103		0,4%
Chiffre d'affaires hors césure				
Montant	3 079	3 095		0,5%
Achats hors autoconsommation				
Montant	2 115	2 129		0,7%
Marge	975	974	-	0,2%
Evolution de la marge			-	1,7
effet volume				6,0
effet prix			-	1,6
effet prix de vente				1,3
effet prix d'achat			-	2,9
effet rendement			-	2,9
effet césure			-	3,2
Evolution du Chiffre d'affaires				12,4
effet volume				14,2
effet prix				1,3
effet césure			-	3,2

La marge de distribution de 974 Mdhs reste quasi stable par rapport à l'exercice 2018.

1.4.2 ELECTRICITE

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018
Chiffre d'affaires			
Volume (GWh)	1 912	1 901	- 0,6%
PMV	1,208	1,206	- 0,2%
Montant	2 309	2 292	- 0,7%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (GWh)	1 907	1 898	- 0,5%
PMV	1,207	1,206	- 0,1%
Montant	2 302	2 288	- 0,6%
Achats hors autoconsommation			
Volume (GWh)	2 044	2 040	- 0,2%
PMV	0,807	0,808	0,1%
Montant	1 650	1 649	- 0,1%
Rendement			
Volume (en %)	93,36	93,11	- 0,3%
Marge	659	643	- 2,5%
Evolution marge			- 16,3
effet volume			- 3,1
effet prix			- 5,4
effet prix de vente			- 3,0
effet prix d'achat			- 2,4
effet rendement			- 4,3
effet césure			- 3,4

La marge de distribution électricité est en baisse de 16,3 Mdhs vs 2018.

Les volumes vendus (hors césure) sont en baisse de 0,5% vs 2018. Les volumes d'achats régressent de 0,2% vs 2018.

- ▶ Les volumes vendus aux particuliers (hors césure) sont en baisse de 0,9% vs 2018, dû principalement aux conditions climatiques défavorables à l'activité
- ▶ Les ventes des clients MT (hors césure) restent quasi stables avec -0,2% vs. 2018.

L'effet prix (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) ressort à -5,4 Mdhs vs 2018.

Le rendement à fin juin 2019 s'établit à 93,11% en baisse vs 2018. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 93,32%.

La césure est de +4,4 Mdhs contre +7,8 Mdhs sur la même période de 2018, soit un écart de -3,4 Mdhs.

1.4.3 EAU

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018
Chiffre d'affaires			
Volume (en Mm ³)	74	77	3,5%
PMV	8,165	8,245	1,0%
Montant	605	632	4,5%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (en Mm ³)	74	76	3,4%
PMV	8,169	8,236	0,8%
Montant	604	630	4,2%
Achats hors autoconsommation			
Volume (en Mm ³)	96	99	3,1%
PMV	4,823	4,828	0,1%
Montant	465	480	3,2%
Rendement			
Volume (en %)	76,72	76,95	0,3%
Marge	140	152	8,8%

Evolution marge	12,3
effet volume	4,7
effet prix	4,6
effet prix de vente	5,1
effet prix d'achat	- 0,5
effet rendement	1,4
effet césure	1,6

La **marge de distribution eau** progresse de 12,3 Mdhs vs. 2018.

Les **volumes vendus** (hors césure) augmentent de 3,4% vs 2018. Les achats d'eau augmentent de 3,1% vs. 2018 :

Les **ventes aux particuliers** augmentent de 3,7% vs. 2018 résultant d'une croissance moyenne du nombre de clients de 4,0% vs. 2018 et d'une consommation unitaire quasi stable vs 2018.

- ▶ Les **ventes aux industriels** sont en baisse de 5,4% vs 2018.
- ▶ Les **ventes aux administrations** (hors césure) sont en hausse de 5,6% vs. 2018.

Le **prix moyen de vente** est en hausse de 1% vs. 2018 dû principalement à la déformation positive de la structure de consommation du segment particulier eau.

Le **prix moyen d'achat** est en progression de 0,1% vs. 2018 expliquée par la baisse des volumes d'autoproduction.

Le **rendement** eau à fin juin 2019 s'établit à 76,95%, en hausse de 0,3 pt par rapport à juin 2018. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 77,42%.

La **césure** est positive de +2,6 Mdhs contre +1,0 Mdhs sur la même période de 2018, soit un écart de +1,6Mdhs.

1.4.4 ASSAINISSEMENT

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018
Chiffre d'affaires			
Montant	176	178	1,3%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (en Mm ³)	71,4	73,2	2,5%
PMV	2,435	2,424	- 0,5%
Montant	174	177	2,1%
Marge	176	178	1,3%

Evolution marge	2,3
effet volume	4,4
effet prix	- 0,8
effet prix de vente	- 0,8
effet prix d'achat	-
effet rendement	-
effet césure	- 1,3

Le chiffre d'affaires assainissement liquide est en hausse de 2,3 Mdhs vs. 2018.

L'évolution des ventes est corrélée à celle de l'eau, à l'exception des ventes réalisées aux clients industriels non raccordés au réseau d'assainissement notamment SNEP et ONEE.

1.4.5 MARGE SUR LES AUTRES ACTIVITES

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI2018
Chiffre d'affaires fluides	3 090	3 103	13 0,4%
Marge de distribution	975	974	- 1 -0,1%
Autres recettes	172	170	- 1 -0,7%
dont Peines et soins Fonds de Travaux	10	8	- 2 - 19,1%
dont Marge travaux remboursables	54	46	- 9 - 15,8%
dont Location, entretien compteurs	66	67	1 1,4%
dont Autres produits	42	50	8 20,3%
Marge totale	1147	1145	- 2 - 0,2%

Les peines et soins Fonds de Travaux sont en baisse de 2 Mdhs par rapport à 2018.

La marge sur travaux remboursables est en baisse de 9 Mdhs par rapport à 2018 soit -15,8%.

Location et entretien compteurs enregistre une légère hausse de 1Mdhs par rapport à 2018, soit +1,4%.

Les autres produits totalisent 50 Mdhs en hausse de 8 Mdhs par rapport à 2018 soit une hausse de 20,3%.

1.5 Excédent Brut d'Exploitation

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI2018	
Marge totale	1 147	1 145	- 2	-0,1%
Coûts opérationnels (hors indemnités de départ) (1)	- 531	- 538	- 8	1,4%
Charges du personnel (a)	- 376	- 376	-	-
Charges hors masse salariale (c)	- 155	- 162	- 7	4,5%
Frais généraux (hors indemnités de départ) (2)	- 93	- 89	4	- 4,3%
Charges du personnel (b)	- 54	- 50	4	- 7,4%
Autres charges	- 39	- 39	-	-
Charges du personnel (hors indemnités de départ) (a+b)	- 430	- 426	4	- 0,8%
Total autres charges (c+d)	- 194	- 201	- 7	3,6%
Charges d'exploitation hors coûts activé, redevances calculées, départs anticipés & impôts (1+2)	- 624	- 628	- 4	0,6%
Indemnités de départ	- 15	- 4	11	- 76,0%
Redevances et frais SPC	- 76	- 77	- 1	1,1%
Coûts activés	- 22	- 23	- 1	4,7%
Impôts et taxes	- 5	- 3	2	- 49,1%
Total charges d'exploitation	- 699	- 688	11	- 1,5%
EBE	448	457	9	1,9%

Les coûts opérationnels sont en hausse de 1,4% par rapport à 2018 résultant de la hausse des charges hors masse salariale imputable d'une part à l'évolution des autoconsommations et d'autre part aux dépenses de maîtrise d'œuvre.

Les frais généraux baissent de 4,3% (+4 Mdhs) par rapport à 2018 résultant de la maîtrise de la masse salariale.

Ainsi, les charges d'exploitation hors redevances, hors coûts activés, hors indemnités de départ sont quasiment stables par rapport à l'année dernière résultant des projets de performance, économies d'achats, report de projets) qui compensent la croissance organique de l'activité.

Les redevances sont quasi stables par rapport à 2018.

Les coûts activés augmentent de 1 Mdhs par rapport à 2018 en liaison avec l'avancement des réalisations des investissements délégué.

L'EBE ressort à 456,7 Mdhs, en hausse de 8,8 Mdhs (+2%) par rapport à 2018.

1.6 Autres produits et charges

En millions de dirhams	RE SI-2018	RE SI-2019	RE SI-2019 vs RE SI-2018	
Chiffre d'affaires	3 464	3 593	129	3,7%
Total charges d'exploitation	- 699	- 688	11	- 1,5%
Excédent Brut d'Exploitation	448	457	9	- 4,7%
Dotations et reprises sur provisions	- 19	- 23	- 4	18,6%
Dotations aux amortissements	- 282	- 308	- 26	9,1%
Résultat opérationnel courant	147	126	- 21	- 14,1%
Résultat non courant	50	22	- 28	- 56,0%
Résultat financier	- 36	- 33	3	- 9,7%
Impôts sur les sociétés	- 56	- 46	10	- 17,8%
Résultat Net	104	69	- 35	- 33,7%

Le solde des dotations et reprise de provisions totalise -23 Mdhs en augmentation de -4 Mdhs par rapport à 2018 résultant de :

- ▶ Dotations et reprises aux provisions clients de -16,7 Mdhs en hausse de 2,2 Mdhs comparé à 2018.
- ▶ Constatation de dotations nettes pour risques et charges de -6,2 Mdhs en augmentation de 1,4 Mdhs par rapport à 2018.

Les dotations aux amortissements s'élevaient à -308 Mdhs en augmentation de -26 Mdhs comparées à 2018 soit +9%.

Le résultat non courant 2019 s'élève à 22 Mdhs en retrait de 28 Mdhs par rapport à 2018 due principalement à des éléments non récurrents dont avait bénéficié le premier semestre 2018, en lien avec la clôture des audits de la gestion déléguée et la compensation tarifaire eau relative à l'exercice 2017.

Le résultat financier est de -33 Mdhs en diminution de 10% par rapport à 2018.

Le résultat net s'élève à 69 Mdhs en baisse de 35 Mdhs (-34%) par rapport à 2018.

1.7 Besoin en Fonds de Roulement

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté déc-18 (2)	Arrêté juin-19 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Actif circulant	2 984	3 090	3 176	85	192
Passif circulant	3 650	3 707	3 874	166	224
BFR	- 666	- 617	- 698	- 81	- 33
Dividendes à payer	196		196		
BFR retraité des dividendes à payer	- 470	- 617	- 502	115	33

Le besoin en fonds de roulement est négatif de -698 Mdhs contre -617 Mdhs au 31 décembre 2018 soit une amélioration de 81 Mdhs. Déduction faite des dividendes à payer surévaluant ponctuellement le passif circulant (196 Mdhs), le BFR à fin juin 2019 est en baisse saisonnière de 115 Mdhs par rapport à décembre 2018 et en amélioration de 33 Mdhs par rapport à juin 2018. En effet l'impact saisonnier reflète principalement :

- ▶ La quasi-stabilité des créances clients (+1 Mdhs) (Cf. 1.11.2).
- ▶ La baisse des dettes fournisseurs pour -102 Mdhs (Cf. 1.14.1).

1.8 Flux de trésorerie

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté juin-19 (3)	Variation (2) - (1)
Capacité d'autofinancement	356	377	21
Variation dépôt de garantie	13	16	3
Variation de BFR*	- 253	81	334
Investissements	- 128	171	43
Subventions d'investissement			
Free Cash Flow	- 12	303	315
Dividendes	- 196	196	
Free Cash Flow net des dividendes	- 208	107	315
Dettes nettes d'ouverture (31/12/N-1)	1 208	1 211	3
Dettes nettes de clôture	1 221	1 104	- 117

* retraité des dividendes à payer

La capacité d'autofinancement s'élève à 377 Mdhs soit une augmentation de 21 Mdhs par rapport au premier semestre 2018 sous l'effet combiné de :

- ▶ l'amélioration de l'EBE de 9 Mdhs ;
- ▶ l'amélioration du résultat financier de 4 Mdhs ;
- ▶ la baisse de l'IS de 10 Mdhs.

Le cash-flow libre est positif de 303 Mdhs. Il est en amélioration de 315 Mdhs par rapport à juin 2018 sous l'effet compensé de :

- ▶ l'amélioration de la CAF pour +21 Mdhs ;
- ▶ l'amélioration de la variation du BFR pour +334 Mdhs ;
- ▶ la hausse des investissements pour -43 Mdhs.

L'endettement nette s'établit à 1104 Mdhs en baisse de 117 Mdhs par rapport au 30 juin 2018. Le ratio dette nette/EBE s'établit à 2,42 en juin 2019 vs 2,73 en juin 2018.

1.9 Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2019

Actif - En millions de dirhams	déc-18	juin-19	Passif	déc-18	juin-19
Domaine concédé net	12 192	12 165	Droits de l'Autorité Déléguante	12 192	12 165
Fonds de retraite (valeurs)	259	58	Fonds de retraite (dettes)	259	58
			Financement retraite - principal	3 063	2 614
			Dette de l'Autorité Déléguante	-	3 063
Total actif - Domaine délégué	12 452	12 223	Total passif - Domaine délégué	12 452	12 223
Actif immobilisé			Financement Permanent		
Financement Lydec - Brut	8 970	9 131	Capital social	800	800
Financement Lydec - Amort	-	5 205	Réserve légale	80	80
Financement Lydec - Net	4 052	3 927	Report à nouveau	752	760
			Résultat de la période	204	69
Actif immobilisé domaine privé - Brut	1 134	1 138	Capitaux propres	1 836	1 709
Actif immobilisé domaine privé - Amort	-	1 044	Subventions d'investissement	8	8
Actif immobilisé domaine privé - Net	106	94	Capitaux propres assimilés	8	8
Immobilisations financières	2	2	Financement LT et Emprunts	780	725
Total Actif immobilisé - Domaine privé	4 159	4 023	Dépôts de garantie clients	487	503
			Provisions pour risques et charges		
Actif circulant hors fonds externes	2 696	2 853	Financement Permanent	3 111	2 945
Fonds externes	395	322	Passif circulant hors fonds externes	3 545	3 625
Total actif circulant	3 090	3 176	Fonds externes	163	248
Trésorerie - Actif	97	212	Total passif circulant	3 707	3 874
Total Actif - Domaine privé	7 347	7 411	Trésorerie - Passif	528	592
			Total Passif - Domaine privé	7 347	7 411
Total Général Actif	19 799	19 634	Total Passif - Domaine privé	19 799	19 634

La structure du bilan de Lydec au 30 juin 2019 est caractérisée par :

- ▶ Des capitaux propres de 1 709 Mdhs en baisse de 127 Mdhs par rapport au 31 décembre 2018 après affectation du résultat 2018.
- ▶ Un fonds de roulement négatif de -1 078 Mdhs en augmentation de 30 Mdhs par rapport au 31 décembre 2018 intégrant le remboursement des emprunts pour 55 Mdhs.
- ▶ Un besoin en fonds de roulement négatif de -698 Mdhs contre -617 Mdhs en 2018.
- ▶ Un endettement net de 1 104 Mdhs en baisse de 107 Mdhs par rapport au 31 décembre 2017 (1 211 Mdhs).

1.10 Investissements

Le tableau ci-dessous présente la situation des investissements par type de financement au 30 juin 2019.

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté juin-19 (2)	Variation (2) - (1)
Déléataire (y compris frais indirects)	129	171	42
Domaine concédé	126	161	35
Domaine privé	3	6	3
Charges à répartir		4	4
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	147	213	66
Tiers	68	127	59
Total	345	511	167

Les investissements financés par le déléataire s'élèvent à 171 Mdhs à fin juin 2019 contre 129 Mdhs au premier semestre 2018, soit une hausse de 42 Mdhs (+245%).

Par chapitre, ils se répartissent ainsi :

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté juin-19 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	17	48	31
Répartition & Distribution	20	35	15
Renouvellement	86	71	- 15
Moyens d'exploitation	6	17	11
Déléataire (y compris frais indirects)	129	171	42

Les investissements financés par le Fonds de Travaux s'élèvent à 213 Mdhs en hausse de 66 Mdhs (+31%) par rapport au premier semestre 2018. Cette hausse s'explique par le lancement en 2019 de grands projets d'assainissement pluvial au niveau de la RNI, et l'acquisition de terrains destinés à abriter le bassin d'orage « B03 » au niveau de la Commune de LAHRAOUIYINE.

Les investissements financés par le FDT se répartissent comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté juin-19 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	89	85	- 4
Répartition & Distribution	58	128	70
Fonds De Travaux (y compris peines & soins et TVA)	147	213	66

Les investissements financés par les tiers s'élèvent à 127 Mdhs en hausse de 59 Mdhs rapport à la même période en 2018 (68 Mdhs).

1.11 Actif circulant

Actif circulant - en millions de dirhams	Arrêté déc-18 (1)	Arrêté juin-19 (2)	Variation (2) - (1)
Actif circulant			
Stock	33	35	2
Provision pour dépréciation stock	- 11	- 11	0
Comptes clients	2 294	2 305	11
Provisions Créances douteuses	- 379	- 394	15
Personnel Débiteur	66	59	- 7
Etat débiteur	218	270	52
Débiteur CUC (Retraites)	320	336	17
Débiteurs Divers	155	253	98
Comptes Trésorerie Fonds De Travaux	391	311	- 80
Compte Trésorerie PIN, CDG, INMAE	4	11	8
Total Actif circulant	3 090	3 176	85

1.11.1 STOCKS

Les stocks s'élèvent à 35 Mdhs quasi stable par rapport au 31 décembre 2018.

La provision pour dépréciation des stocks a été mise à jour et n'a pas connu de variation significative au 30 juin 2019.

1.11.2 COMPTE CLIENTS

La structure des créances clients au 30 juin 2019 s'établit comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté déc-18 (2)	Arrêté juin-19 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Collectivités	465	365	286	- 79	- 179
Administrations	128	144	130	- 14	2
Offices, Régies, ...	66	65	71	5	5
Administrations, Collectivités, ORD	659	574	486	- 88	- 173
Créance Conso Particuliers	525	486	526	40	1
Créance Conso Bidonvilles	282	294	305	11	23
Créance Conso Industriels	67	104	115	11	48
Créance Diverse et Labelma	41	43	44	1	3
FAE Consommations	354	360	337	- 23	- 17
Compte Trésorerie PIN, CDG, INMAE	1 269	1 287	1 328	41	59
Créances relatives aux consommations fluides	1 928	1 860	1 814	- 47	- 114
Créance Travaux Particuliers	-	0	0	- 0	0
Créance Travaux ADM, CL et ORD (hors Lotissements, y compris Tramway)	54	56	45	- 12	- 9
Créance Travaux Industriels	12	12	12	-	0
Créance Travaux Lotissements	81	144	141	- 4	60
FAE Travaux	147	149	270	121	123
Créance Travaux	294	362	468	105	174
Effets à recevoir	10	71	24	- 48	14
Produits accessoires	-	-	-	-	-
Fraudes	-	-	-	-	-
Total Créance Clients Brute	2 232	2 294	2 305	11	73
Provision Clients	- 376	- 379	- 394	- 15	- 18
Total Créance Clients Nette	1 856	1 915	1 911	- 4	55

Au 30 juin 2019, les créances clients brutes s'élevaient à 2 305 Mdhs, elles sont quasi-stables par rapport à la situation à fin décembre 2018.

Créances relatives aux consommations de fluides : -47 Mdhs

- ▶ Les créances sur les collectivités en baisse (-79 Mdhs). Cette variation est expliquée par l'encaissement des créances relatives aux consommations du dernier trimestre 2018 ;
- ▶ Les créances sur les administrations en baisse de 14 Mdhs. Cette variation est expliquée principalement par l'encaissement au premier semestre 2019 des arriérés de l'AREF pour 24 Mdhs.
- ▶ Les créances sur les particuliers augmentent de 40 Mdhs expliquée principalement par l'effet saisonnier de consommation (été et Ramadan) et le retard des encaissements impactés négativement par les jours fériés de l'Aid Al Fitr.
- ▶ Les créances sur les bidonvilles augmentent de 11 Mdhs. Cette hausse est expliquée par le retard du plan de recasement. Lydec maîtrise progressivement l'évolution de cette créance grâce à la poursuite du plan d'action spécifique mis en œuvre en 2013 qui prévoyait l'individualisation des compteurs et la signature des contrats transitoires.

Créances relatives aux travaux :

- ▶ Les créances travaux augmentent de 105 Mdhs en lien avec l'accélération des travaux d'aménagements urbains.

La provision sur créances clients : +15 Mdhs

- ▶ Cette variation correspond à la dotation du 1er semestre 2019, calculée sur la base historique des taux de chute par segment. Il est à noter que cette provision sera actualisée en décembre 2019.

1.12 Situation de Trésorerie nette

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté déc-18 (2)	Arrêté juin-19 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Trésorerie Lydec					
Placements OPCVM	-	67	-	282	170
Banques et Valeurs à encaisser	-	240	-	150	550
Crédits de Trésorerie	-	1	-	0	1
Caisses	-	306	-	431	379
Trésorerie nette	-	306	-	431	379
				52	73

Au 30 juin 2019, la trésorerie nette est de -379 Mdhs en amélioration de 52 Mdhs par rapport à décembre 2018 et en dégradation de -73 Mdhs par rapport au premier semestre 2018.

1.13 Financement LT

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté déc-18 (2)	Arrêté juin-19 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Emprunt obligataire	640	560	560	-	80
Emprunt CMT	275	220	165	-	110
Financement LT et emprunt	915	780	725	-	190

Le financement Long Terme est en baisse de 190 Mdhs par rapport à juin 2018, il est constitué de deux emprunts :

- ▶ Un emprunt obligataire levé en juillet 2010 pour 1 200 Mdhs remboursable annuellement par amortissements constants de 80 Mdhs sur 15 ans. Le solde de cet emprunt au 30 juin 2019 est de 560 Mdhs après remboursement de la huitième échéance en juillet 2018.
- ▶ Un emprunt bancaire contracté en septembre 2013. Cet emprunt décaissable en 5 tirages et remboursable sur 7 ans totalise 165 Mdhs au 30 juin 2019.

1.14 Passif circulant

Au 30 juin 2019, le passif circulant se décompose comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté déc-18 (1)	Arrêté juin-19 (2)	Variation (2) - (1)
Passif circulant			
Fournisseurs	2 189	2 087	- 102
Personnel	55	60	6
Organismes sociaux	29	30	0
Etat (impôts et TPPAN)	658	616	- 42
Clients créditeurs	182	180	- 2
Créditeur RAD	2	2	-
Autres Créditeurs	389	603	215
Provisions Risque et Charges	42	48	6
Fonds De Travaux	163	248	86
Total Passif circulant	3 707	3 874	166

1.14.1 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

En millions de dirhams	Arrêté juin-18 (1)	Arrêté déc-18 (2)	Arrêté juin-19 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Fournisseurs de fluides	1 236	1 278	1 281	3	44
ONEE, Branche électricité	900	938	925	- 13	25
ONEE, Branche eau	247	251	266	16	20
SEOER	89	89	89	1	0
Autres fournisseurs locaux	181	184	254	70	73
Fournisseurs étrangers	0	1	1	0	1
Fournisseurs partenaires	1	1	1	0	0
Autres fournisseurs (FNP, RG, ...)	470	725	550	- 175	80
Total	1 889	2 189	2 087	- 102	198

Le compte fournisseurs a connu une baisse de 102 Mdhs et s'établit à 2 087 Mdhs contre 2 189 Mdhs au 31 décembre 2018, cette baisse est expliquée principalement par l'effet combiné de :

- ▶ La baisse de la dette fournisseurs factures non parvenues et des retenues de garanti pour -175 Mdhs.
- ▶ La hausse de la dette des fournisseurs locaux (hors achats de fluides) pour +70 Mdhs

Lydec règle ses fournisseurs en moyenne entre 60 et 90 jours ; l'essentiel de ses achats étant encadrés par des marchés et des commandes.

1.14.2 FONDS DE TRAVAUX

Le solde du compte Fonds de Travaux a augmenté de 85 Mdhs expliqué par des mouvements de recettes à hauteur de 428 Kdhs et des dépenses de 343 Kdhs, expliqués comme suit :

En millions de dirhams	Flux exercice 2017	Flux 1er semestre 2018	Flux exercice 2018	Flux 1er semestre 2019
Dépenses				
Investissements	468	147	449	213
Travaux tiers transférés				
Prélèvements Fonds de retraite	160	93	192	118
Dépenses de fonctionnement				
Redevances d'occupation du Domaine Public et servitudes	20	7	3	3
Créance Ville PI-BI, Ecp CUC			11	9
Ajustements tarifaires : compensations des revalorisations salariales				
Charges liées à l'emprunt obligataire			1	
Régularisations des dépenses				
Total Dépenses	648	248	655	343
Recettes				
Participations Facturées	708	459	802	338
Variation des impayés sur participations	- 107	7	- 56	71
Contributions des bénéficiaires	18	6	16	7
Subventions reçues et à recevoir	25	13	14	2
Autres produits	11	0	2	7
Produits financiers	2	1	4	4
Régularisations des recettes	5			
Total Recettes	662	486	781	428
Variation Compte FDT	15	238	125	85
Solde initial FDT	23	38	38	163
Solde final FDT	38	277	163	249

Dépenses du Fonds de travaux :

- ▶ **Les dépenses d'investissement FDT** à fin juin 2019 s'élevaient à 213 Mdhs en hausse de 66 Mdhs par rapport à la même période de 2018. Cette variation est expliquée par le lancement en 2019 de grands projets d'assainissement pluvial au niveau de la RNI, et l'acquisition de terrains destinés à abriter le bassin d'orage « B03 » au niveau de la Commune de LAHRAOUIYINE ;
- ▶ **Le prélèvement Fonds de retraite** s'élève à 118 Mdhs correspondant à l'emprunt obligataire contracté pour le financement de la retraite.

Recettes du Fonds de travaux :

- ▶ **Les participations facturées** au titre du 1er semestre 2019 s'élevaient à 338 Mdhs en baisse de 121 Mdhs par rapport au 1er semestre 2018. Ces participations sont réparties entre Lotisseurs (232 Mdhs), Particuliers (90 Mdhs), Industriels (13 Mdhs) et Administrations (2 Mdhs). Cette baisse est expliquée par l'absence des grands projets de lotissements ;
- ▶ **Les participations encaissées** au titre du 1er semestre 2019 s'élevaient à 411 Mdhs en baisse par rapport à la même période de 2018 de 55 Mdhs. Cette baisse est expliquée notamment par le non-encaissement des créances des grands clients publics malgré les actions de recouvrement réalisées par Lydec.

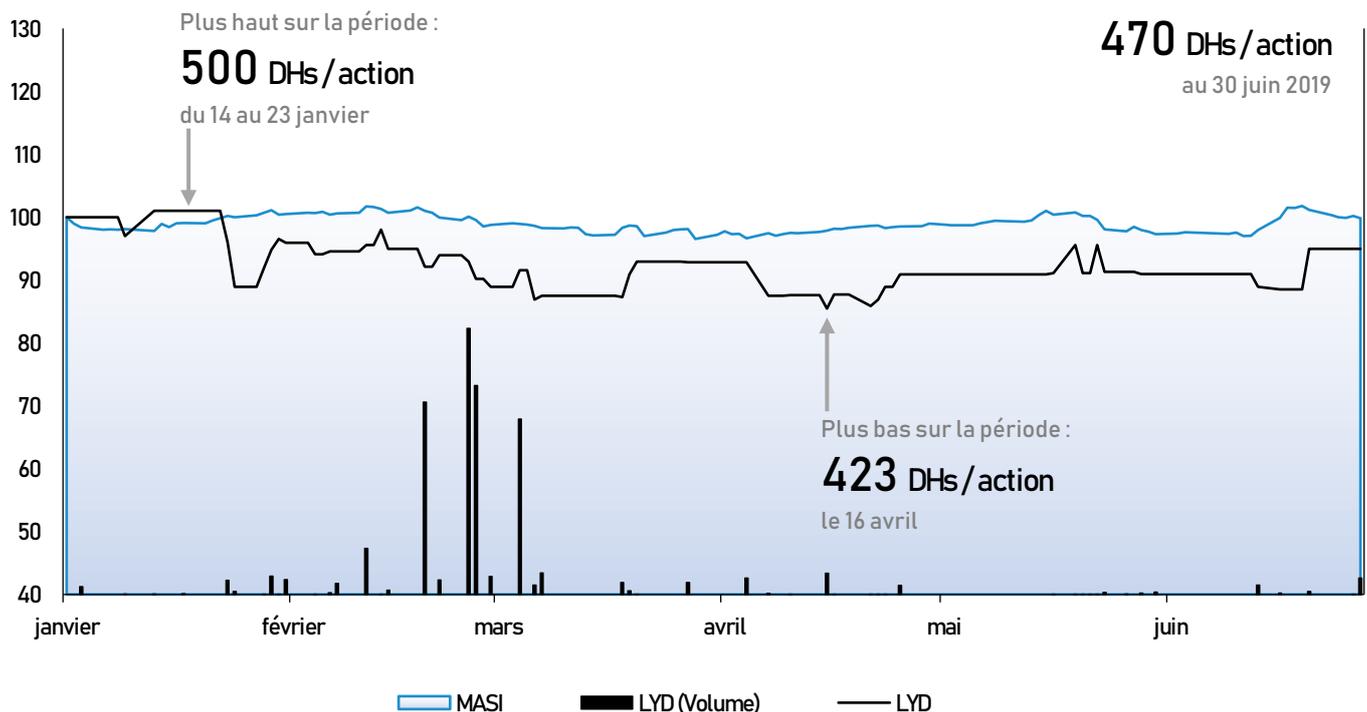
1.15 Informations sur le capital de la société

1.14.1 REPARTITION DU CAPITAL

Arrêté suite à l'AGO du 13 juin 2019

	Nombre d'actions	%
SUEZ	4 080 000	51,00%
FIPAR HOLDING	1 279 499	15,99%
RMA	1 291 583	16,14%
Flottant	1 348 918	16,86%
Total	8 000 000	100,0%

1.14.2 EVOLUTION DU COURS LYDEC VS EVOLUTION DU MASI DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2019 (BASE 100)



Au 30 juin 2019, le cours de l'action Lydec a affiché une baisse de 5% à un niveau de cours de 470,0 Dhs /action, correspondant à une capitalisation boursière de 3 760 MMAD. Du côté du MASI, celui-ci a enregistré une légère baisse de 0,7% pour clôturer la même période à un niveau de 11 287 pts.

Contrairement à l'action Lydec, le niveau de volumétrie du titre ressort en nette amélioration, avec un cumul d'échanges durant le 1er semestre de l'année de 51 M MAD, comparé à un total de 35 M MAD observé sur la même période une année auparavant, soit une progression de 44,3%. Le MASI a quant à lui enregistré une baisse de 23% au niveau des volumes échangés sur le Marché Central, clôturant le semestre sur un total de 15 Md MAD (-4,3 Md MAD vs S1 2018).

Le nombre de titres échangés a suivi la même tendance, affichant une hausse non négligeable de 93%, passant de 57 545 actions une année auparavant à un total de 111 097 à fin juin 2019.

2

Comptes sociaux semestriels de Lydec au 30 juin 2019

2.1	Bilan actif	20
2.2	Bilan passif	21
2.3	Comptes de produits et de charges	22
2.4	Etat des soldes de gestion (ESG)	23
2.5	Tableau de financement de l'exercice	24
2.6	Principales méthodes d'évaluation	25
2.7	Etat des dérogations	26
2.8	Tableau des provisions	26
2.9	Etat du Fonds De Travaux	26
2.10	Attestation des contrôleurs des comptes	27

2.1 Bilan actif

Bilan actif - en dirhams	30 juin 2019			31 décembre 2018	31 décembre 2018 vs 30 juin 2019		
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
I - A - Actif immobilisé domaine concédé	26 755 735 550,9	14 532 496 437,0	12 223 239 113,9	12 451 746 738,1	-	1,8%	
Immobilisations terminées							
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,8	4 493 195 284,2	8 119 056,6	9 413 767,1	-	13,8%	
Immobilisations financées par fonds de travaux	5 294 152 158,9	2 228 545 777,5	3 065 606 381,4	2 921 594 509,0	-	4,9%	
Immobilisations financées par LYDEC	8 577 573 095,4	4 956 347 235,7	3 621 225 859,7	3 589 454 969,8	-	0,9%	
Immobilisations financées par les tiers	2 051 045 486,4	1 285 938 212,5	765 107 273,9	757 249 005,8	-	1,0%	
Immobilisations recues gratuitement	3 804 602 750,4	1 568 469 927,1	2 236 132 823,3	2 329 374 065,5	-	4,0%	
Immobilisations en cours							
Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	1 405 399 877,8		1 405 399 877,8	1 499 604 590,6	-	6,3%	
Immobilisations en cours financées par Lydec	553 755 848,1		553 755 848,1	636 282 700,7	-	13,0%	
Immobilisations en cours financées par les Tiers	509 885 589,7		509 885 589,7	449 304 413,4	-	13,5%	
Fonds de retraite	58 006 403,3		58 006 403,3	259 468 716,2	-	77,6%	
I - B - Actif immobilisé domaine privé	10 278 099 701,5	6 255 239 734,4	4 022 859 967,1	4 159 307 163,9	-	3,3%	
Immobilisations en non valeur	413 181 890,3	396 277 968,2	16 903 922,1	17 233 046,3	-	1,9%	
Frais préliminaires							
Charges à répartir sur plusieurs exercices	413 181 890,3	396 277 968,2	16 903 922,1	17 233 046,3	-	1,9%	
Prime de remboursement des obligations							
Immobilisations incorporelles	9 239 467 307,1	5 297 979 396,6	3 941 487 910,5	4 069 798 874,4	-	3,2%	
Immobilisations en recherche et développement	548 346,6	548 346,6					
Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	107 590 016,9	92 871 559,6	14 718 457,3	17 752 926,3	-	17,1%	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégataire)	9 131 328 943,5	5 204 559 490,4	3 926 769 453,2	4 052 045 948,1	-	3,1%	
Immobilisations corporelles	616 527 425,3	553 898 369,6	62 629 055,7	70 536 388,0	-	11,2%	
Terrains							
Constructions	1 149 165,4	1 037 866,6	111 298,8	119 248,7	-	6,7%	
Matériel et outillage	321 184 962,6	290 993 515,2	30 191 447,4	35 903 548,2	-	15,9%	
Matériel de transport	67 255 608,1	57 422 046,1	9 833 562,0	11 253 746,7	-	12,6%	
Matériel mobilier de bureau	46 445 861,7	45 015 647,6	1 430 214,1	1 461 278,0	-	2,1%	
Matériel informatique	166 087 476,4	145 071 693,0	21 015 783,5	21 735 316,4	-	3,3%	
Autres immobilisations corporelles	14 404 351,0	14 357 601,1	46 750,0	63 250,0	-	26,1%	
Immobilisations corporelles en cours							
Immobilisations financières	8 923 078,8	7 084 000,0	1 839 078,8	1 738 855,2	-	5,8%	
Prêts et créances immobilisées	1 839 078,8		1 839 078,8	1 738 855,2	-	5,8%	
Titres de participation	7 084 000,0	7 084 000,0					
Ecart de conversion							
Diminution des créances financières							
Augmentation des dettes de financement							
Total I - Actif immobilisé DC & DP	37 033 835 252,4	20 787 736 171,3	16 246 099 081,0	16 611 053 902,0	-	2,2%	
II - Actif circulant (Hors trésorerie)							
Stocks (F)	34 625 051,8	11 050 854,2	23 574 197,6	22 033 150,0	-	7,0%	
Matière et fournitures consommables	34 625 051,8	11 050 854,2	23 574 197,6	22 033 150,0	-	7,0%	
Créances de l'Actif Circulant (G)	3 245 498 971,8	415 760 322,4	2 829 738 649,4	2 673 839 890,1	-	5,8%	
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	62 736 788,4		62 736 788,4	473 884,5	-	13 138,8%	
Clients et comptes rattachés	2 305 078 585,4	393 931 225,4	1 911 147 360,0	1 914 925 425,2	-	0,2%	
Personnel débiteur	59 287 939,5		59 287 939,5	66 205 082,4	-	10,4%	
Etat débiteur	270 353 327,2		270 353 327,2	217 939 270,8	-	24,0%	
Comptes d'associés débiteurs							
Autres débiteurs	478 084 874,1	21 829 097,0	456 255 777,0	441 011 206,1	-	3,5%	
Comptes de régularisation actif	69 957 457,3		69 957 457,3	33 285 021,0	-	110,2%	
Titres et Valeurs de Placement (H)	310 000 000,1		310 000 000,1	390 000 000,1	-	20,5%	
Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	310 000 000,0		310 000 000,0	390 000 000,0	-	20,5%	
Placements LYDEC	0,1		0,1	0,1	-	0,0%	
Ecart de Conversion actif circulant (I)	-	394,2	-	394,2	13 311,7	-	103,0%
(Elément circulants)							
Total II - Actif circulant (F + G + H + I)	3 590 123 629,5	426 811 176,6	3 163 312 452,8	3 085 886 351,9	-	2,5%	
III - Trésorerie actif							
Chèques et Valeurs à encaisser	172 416 757,4	4 395 283,2	168 021 474,2	61 448 290,1	-	173,4%	
Fonds externes	12 190 123,1		12 190 123,1	4 597 064,7	-	165,2%	
Banques	43 777 322,0		43 777 322,0	1 242 494 638,6	-	96,5%	
Caisses	563 126,8		563 126,8	274 272,8	-	105,3%	
Total III - Trésorerie Actif	228 947 329,2	4 395 283,2	224 552 046,1	1 308 814 266,2	-	82,8%	
Total général actif	40 852 906 211,1	21 218 942 631,1	19 633 963 579,9	21 005 754 520,0	-	6,5%	

2.2 Bilan passif

(en dirhams)	30 juin 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2018 vs 30 juin 2019	
	Net	Net		
1 - Droits de l'Autorité Déléguée (I)	12 223 239 109,3	12 451 746 733,5	-	1,8%
Financement Fonds de Travaux	11 200 866 376,5	10 987 477 971,8		1,9%
Amortissement Financement Fonds de Travaux	- 6 721 741 061,7	- 6 556 865 106,2		2,5%
Financement Déléguataire	9 131 328 943,5	8 969 776 487,3		1,8%
Amortissement Financement Déléguataire	- 4 956 347 235,7	- 4 742 369 940,4		4,5%
Financement Tiers	6 365 533 826,5	6 238 708 432,5		2,0%
Amortissement Financement Tiers	- 2 854 408 139,6	- 2 704 449 824,1		5,5%
Fonds de retraite	58 006 399,8	259 468 712,6	-	77,6%
Emprunts obligataires financement retraite - Principal	2 613 545 644,8	3 062 568 777,1	-	14,7%
Dette de l'Autorité Déléguée / CDG	- 2 613 545 644,8	- 3 062 568 777,1	-	14,7%
Capitaux propres (A)				
Capital Social	800 000 000,0	800 000 000,0		0,0%
dont Capital souscrit non appelé				
Capital appelé versé	800 000 000,0	800 000 000,0		0,0%
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	80 000 000,0	80 000 000,0		0,0%
Autre Réserves				
Report à nouveau	759 948 763,8	751 660 493,0		1,1%
Résultat net en instance d'affectation				
Résultat net de l'exercice	69 024 882,0	204 288 270,8	-	66,2%
Total des capitaux propres (A)	1 708 973 645,8	1 835 948 763,8	-	6,9%
Capitaux Propres Assimilés (B)	7 759 090,3	7 759 090,3		0,0%
Subventions d'Investissement	7 759 090,3	7 759 090,3		0,0%
Provisions réglementées				
Comptes de liaison				
Dettes de Financement (C)	1 228 291 105,4	1 267 381 889,8	-	3,1%
Emprunts Obligataires	560 000 000,0	560 000 000,0		0,0%
Emprunts Commerciaux	165 000 000,0	220 000 000,0	-	25,0%
Dépôts de Garantie Clientèle	503 291 105,4	487 381 889,8		3,3%
Provisions Durables pour Risques et Charges (D)				
Ecarts de conversion Passif (E)				
Augmentation des créances immobilisées				
Diminution des dettes de financement				
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I + A + B + C + D + E)	15 168 262 950,9	15 562 836 477,5	-	2,5%
II - PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)				
Dettes passif circulant (F)	3 825 979 042,6	3 665 852 387,3		4,4%
Fournisseurs et Comptes rattachés	2 087 021 846,1	2 188 999 303,5	-	4,7%
Clients créditeurs, Avances et Acomptes	179 686 506,2	181 981 150,5	-	1,3%
Personnel	60 492 910,0	54 657 790,8		10,7%
Organismes Sociaux	29 613 478,2	29 150 233,4		1,6%
Etat	536 369 887,9	551 540 448,7	-	2,8%
Comptes d'Associés Crédoiteurs	196 000 000,0			
Fonds de Travaux	248 381 671,1	162 848 939,9		52,5%
Autres Créanciers	122 193 003,9	136 359 954,4	-	10,4%
Comptes de régularisation Passif	366 219 739,3	360 314 566,2		1,6%
G - Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	47 894 640,8	41 614 586,8		15,1%
H - Ecarts de Conversion Passif Circulant (H)		4 044,7	-	100,0%
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	3 873 873 683,4	3 707 471 018,7		4,5%
Trésorerie - Passif				
Crédits d'escompte				
Crédits de Trésorerie	550 000 000,0	150 000 000,0		266,7%
Banques (Soldes Crédoiteurs)	41 826 945,6	1 585 447 023,8	-	97,4%
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	591 826 945,6	1 735 447 023,8	-	65,9%
TOTAL GENERAL PASSIF	19 633 963 579,9	21 005 754 520,0	-	6,5%

2.3 Compte de produits et de charges

(en dirhams)	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2019	30 juin 2018 vs 30 juin 2019
I - Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises (en l'etat)	3 090 077 197,2	6 310 441 061,7	3 103 323 951,5	0,4%
Ventes de biens et services	373 973 738,7	931 143 030,7	490 024 190,4	31,0%
Variation de stocks de produits				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	59 743 468,3	155 395 355,8	57 021 172,0	- 4,6%
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	36 136 369,5	435 164 070,9	34 987 967,7	- 3,2%
Total I	3 559 930 773,7	7 832 143 519,0	3 685 357 281,4	3,5%
II - Charges d'exploitation				
Achats revendus de marchandises	2 138 608 722,0	4 361 024 529,4	2 152 928 593,8	0,7%
Achats consommés de matières et fournitures	379 154 738,5	948 086 106,6	496 309 801,8	30,9%
Autres charges externes	144 452 567,9	285 391 966,8	147 710 555,5	2,3%
Impôts et taxes	5 269 267,5	8 659 862,2	2 705 010,0	- 48,7%
Charges de personnel	431 922 550,5	832 339 262,1	417 843 455,3	- 3,3%
Autres charges d'exploitation	60 000,0	10 121 255,4	75 000,0	25,0%
Dotations d'exploitation	313 941 974,9	1 009 121 279,4	341 854 295,7	8,9%
Total II	3 413 409 821,3	7 454 744 262,0	3 559 426 712,2	4,3%
III - Résultat d'exploitation III = I - II	146 520 952,4	377 399 257,1	125 930 569,2	- 14,1%
IV - Produits financiers				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
Gains de change	39 217,2	387 074,6	273 331,4	597,0%
Intérêts et autres produits financiers	1 624 446,6	3 102 553,2	2 901 029,5	78,6%
Reprises financières : transfert de charges	4 039 327,4	7 361 694,7	3 256 141,5	- 19,4%
Total IV	5 702 991,2	10 851 322,4	6 430 502,4	12,8%
V - Charges financières				
Charges d'intérêts	41 789 154,5	107 255 491,9	39 081 132,3	- 6,5%
Perte de change	359 253,1	395 453,0	265 448,1	- 26,1%
Autres charges financières	21 075,7	21 075,7	11 868,5	- 43,7%
Dotations financières				
Total V	42 169 483,2	107 672 020,5	39 358 448,9	- 6,7%
VI - Résultat financier VI = IV - V	- 36 466 492,0	- 96 820 698,1	- 32 927 946,5	- 9,7%
VII - Résultat courant	110 054 460,4	280 578 559,0	93 002 622,7	- 15,5%
VIII - Produits non courants				
Produits des cessions d'immobilisation	266 319,7	266 319,7	133 050,0	- 50,0%
Subvention d'équilibre				
Reprises sur subvention d'investissement				
Autres produits non courant	22 090 533,3	35 765 914,8	27 943 821,7	26,5%
Reprises non courantes: Transferts de charges	30 000 000,0	30 000 000,0		
Total VIII	52 356 853,0	66 032 234,5	28 076 871,7	- 46,4%
IX - Charges non courantes				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	7 448,6	7 448,6	11 337,1	52,2%
Subvention accordées				
Autres charges non courantes	2 251 618,6	12 160 014,5	6 013 419,5	167,1%
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
Total IX	2 259 067,2	12 167 463,0	6 024 756,6	166,7%
X - Résultat non courant X = VIII - IX	50 097 785,8	53 864 771,5	22 052 115,1	- 56,0%
XI - Résultat avant impôts XI = VII + X	160 152 246,2	334 443 330,5	115 054 737,9	- 28,2%
XII - Impôts sur les résultats	55 984 314,8	130 155 059,7	46 029 855,8	- 17,8%
XIII - Résultat net XIII = XI - XII	104 167 931,4	204 288 270,8	69 024 882,0	- 33,7%
XIV Total des produits XIV = I + IV + VIII	3 617 990 617,9	7 909 027 076,0	3 719 864 655,5	2,8%
XV Total des charges XV = II + V + IX + XII	3 513 822 686,5	7 704 738 805,1	3 650 839 773,5	3,9%
XVI Résultat net XVI = XIV - XV	104 167 931,4	204 288 270,8	69 024 882,0	- 33,7%

2.4 Etat des Soldes de Gestion (ESG)

Tableau de Formation des Résultats (TFR) - en dirhams		30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018 vs 30 juin 2019
1	+ Ventes de fluides	3 090 077 197,2	3 103 323 951,5	0,4%
2	- Achats de fluides	2 138 608 722,0	2 152 928 593,8	0,7%
I	= Marge brute sur ventes en l'état	951 468 475,2	950 395 357,6	- 0,1%
II	+ Production de l'exercice (3 + 4 + 5)	433 717 207,0	547 045 362,3	26,1%
3	Ventes de biens et services produits	373 973 738,7	490 024 190,4	31,0%
4	Variation de stocks			
5	Immobilisations produites	59 743 468,3	57 021 172,0	- 4,6%
III	- Consommations de l'exercice (6 + 7)	523 607 306,4	644 020 357,4	23,0%
6	Achats consommés de matières et de fournitures	379 154 738,5	496 309 801,8	30,9%
7	Autres Charges externes	144 452 567,9	147 710 555,5	2,3%
IV	= Valeur ajoutée (I + II - III)	861 578 375,8	853 420 362,6	- 0,9%
8	+ Subventions d'exploitation reçues			
9	- Impôts et Taxes	5 269 267,5	2 705 010,0	- 48,7%
10	- Charges de Personnel	431 922 550,5	417 843 455,3	- 3,3%
V	= Excédent Brut d'exploitation (EBE)	424 386 557,8	432 871 897,3	2,0%
	= Insuffisance Brute d'exploitation (IBE)			
11	+ Autres produits d'exploitation			
12	- Autres charges d'exploitation	60 000,0	75 000,0	25,0%
13	+ Reprises d'exploitation : Transfert de Charges	36 136 369,5	34 987 967,7	- 3,2%
14	- Dotations d'exploitation	313 941 974,9	341 854 295,7	8,9%
VI	= Résultat d'exploitation	146 520 952,4	125 930 569,2	- 14,1%
VII	Résultat financier	- 36 466 492,0	- 32 927 946,5	- 9,7%
VIII	= Résultat courant	110 054 460,4	93 002 622,7	- 15,5%
IX	Résultat non courant	50 097 785,8	22 052 115,1	- 56,0%
15	- Impôts sur les sociétés	55 984 314,8	46 029 855,8	- 17,8%
X	= Résultat net de l'exercice	104 167 931,4	69 024 882,0	- 33,7%

Capacité d'AutoFinancement (CAF) - en dirhams		30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018 vs 30 juin 2019
1	Résultat net de l'exercice	104 124 650,4	68 981 236,0	- 33,8%
	+ Bénéfice	104 124 650,4	68 981 236,0	- 33,8%
	- Perte			
2	+ Dotations d'exploitation	281 968 093,7	307 703 959,5	9,1%
3	+ Dotations Financières			
4	+ Dotations non courantes			
5	- Reprises d'exploitation			
6	- Reprises financières			
7	- Reprises non courantes	- 30 000 000,0	-	100,0%
8	- Produits des cessions d'immobilisations	- 266 319,7	133 050,0	- 50,0%
9	+ Valeurs nettes d'amort immobilisations cédées	7 448,6	11 337,1	52,2%
I	= Capacité d'AutoFinancement (CAF)	355 833 873,0	376 563 482,6	5,8%
10	Distribution de Bénéfices	196 000 000,0	196 000 000,0	0,0%
II	= Autofinancement	159 833 873,0	180 563 482,6	13,0%

2.5 Tableau de financement

Synthèse des masses du bilan - en dirhams	31 décembre 2018		30 juin 2019		Variation (a - b)	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Financement permanent	15 562 836 477,5		15 168 262 950,9		394 573 526,5	
Actif immobilisé	16 611 053 902,0		16 246 099 081,0			364 954 820,9
Fonds de Roulement Fonctionnel (A)	- 1 048 217 424,5		- 1 077 836 130,1		29 618 705,6	
Actif circulant	3 085 886 351,9		3 163 312 452,8		77 426 101,0	
Passif circulant	3 707 471 018,7		3 873 873 683,4			166 402 664,7
Besoin de Financement Global (B)	- 621 584 666,9		- 710 561 230,6			88 976 563,7
Trésorerie nette (A - B)	- 426 632 757,6		- 367 274 899,5		59 357 858,1	

Emplois et ressources - en dirhams	31 décembre 2018		30 juin 2019	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I - Ressources stables de l'exercice				
Autofinancement (A)		567 985 344,9		180 607 128,6
Capacité d'autofinancement		763 985 344,9		376 607 128,6
Distribution de bénéfices	-	196 000 000,0	-	196 000 000,0
Cession et réduction d'immobilisation (B)		266 319,7		133 050,0
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles		266 319,7		
Cession d'immobilisations financières				133 050,0
Récupération sur créances immobilisées				
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)				
Augmentation du capital				
Augmentation des réserves				
Subventions d'Investissement				
Augmentation des dettes de financement (D)		58 296 877,2		30 464 411,8
Dépôts de garantie		58 296 877,2		30 464 411,8
Emprunt à long terme				
Total I - Ressources stables (A + B + C + D)		626 548 541,8		211 204 590,4
II - Emplois stables de l'exercice				
Acquisitions, augmentations d'immobilisations (E)	482 765 491,7		166 588 991,6	
Acquisition d'immobilisations corporelles	24 172 099,7		4 936 311,7	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	458 615 186,3		161 552 456,3	
Augmentation d'immobilisations en cours				
Acquisition d'immobilisations financières	- 21 794,3		100 223,6	
Remboursement des capitaux propres (F)				
Remboursement des dettes de financement (G)	220 851 540,3		69 555 196,2	
Dépôts de garantie	30 851 540,3		14 555 196,2	
Emprunt à long terme	190 000 000,0		55 000 000,0	
Acquisitions d'immobilisations en non valeur (H)	10 003 061,0		4 679 108,2	
Total II - Emplois stables (E + F + G + H)	713 620 093,0		240 823 296,0	
III - Variation Besoin de Financement Global	195 308 522,4			88 976 563,7
IV - Variation de la trésorerie		282 380 073,6		59 357 858,1
Total Général	908 928 615,4	908 928 615,4	300 181 154,1	300 181 154,1

2.6 Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise

30 juin 2019

Indication des méthodes d'évaluation appliquées par l'entreprise	
I - Actif immobilisé A - Evaluation à l'entrée 1 - Immobilisations en non valeurs 2 - Immobilisations incorporelles 3 - Immobilisations corporelles 4 - Immobilisations financières B - Corrections de valeur 1 - Méthodes d'amortissements 2 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 3 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel Coût d'acquisition (Prix d'achat + frais accessoires) Valeur nominale Autres immobilisations incorporelles (Financement dérogatoire) : amortissement de caducité Reste du poste immobilisations : amortissement linéaire N/A Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
II - Actif circulant (Hors trésorerie) A - Evaluation à l'entrée 1 - Stocks 2 - Créances 3 - Titres et valeurs de placement B - Corrections de valeur 1 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 2 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	CUMP Valeur nominale Valeur nominale Antériorité et nature de l'actif circulant Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III - Financement permanent 1 - Méthodes de réévaluation 2 - Méthodes d'évaluation des provisions réglementées 3 - Dettes de financement permanent 4 - Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges 5 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	N/A N/A Valeur d'émission de l'emprunt Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
IV - Passif circulant (Hors trésorerie) 1 - Dettes du passif circulant 2 - Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges 3 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Valeur nominale de la dette Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V - Trésorerie 1 - Trésorerie - actif 2 - Trésorerie - passif 3 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Valeur nominale Valeur nominale N/A
VI - Ecoulement du chiffre d'affaires sur les ventes - Ventes de fluides - Ventes de travaux	Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée Méthode "à l'avancement" des travaux
VII - Emprunts obligataires de l'Autorité Déléguée Méthode d'évaluation	Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguée dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire.
VIII - Droits à révision économique	

2.7 Etat des dérogations

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux		<h1>Néant</h1>
II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

2.8 Tableau des provisions

Nature	En milliers de dirhams	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant au 30 juin 2019
			d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1 - Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé		7 084,0							7 084,0
2 - Provisions réglementées									
3 - Provisions durables pour risques et charges									
Sous Total (A)		7 084,0							7 084,0
4 - Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)		410 080,4	27 800,3			11 069,5			426 811,2
5 - Autres Provisions pour risques et charges		41 614,6	6 350,1			70,0			47 894,6
6 - Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie		4 395,3							4 395,3
Sous Total (B)		456 090,3	34 150,3			11 139,5			479 101,1
Total (A + B)		463 174,3	34 150,3			11 139,5			486 185,1

2.9 Etat du Fonds de Travaux

	31-déc-18	30-juin-19
Solde du compte Fonds de Travaux	162 848 939,9	248 381 671,1

Fonctionnement du compte Fonds de Travaux :

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Déléguée, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Déléguée.

Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale :

- ▶ Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'Impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité déléguée, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- ▶ En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- ▶ Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Déléguée a été adressée à la DRI.
- ▶ Les échanges sont en cours entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.

2.10 Attestation des contrôleurs des comptes



Building a better
working world

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20050 Casablanca
Maroc



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

LYDEC S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société LYDEC S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période allant du 1er janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1 716 732 736,17 dont un bénéfice net de MAD 69 024 882,02 relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC S.A.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société établis au 30 juin 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 30 juin 2019 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance envers l'Autorité Délégante d'un montant de MMAD 199 au 30 juin 2019, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

- Au 30 juin 2019, les créances nettes Bidonvilles s'élèvent à MMAD 196 TTC et sont majoritairement antérieures à 2018. Selon le management, suite aux demandes des autorités locales, Lydec n'est pas en mesure de mettre en œuvre auprès de cette clientèle les actions de recouvrement prévues par le Contrat de Gestion Délégée notamment la coupure. Des discussions ont été initiées avec l'Autorité Délégante, dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Délégée, pour déterminer les modalités de recouvrement de ces créances.

Casablanca, le 27 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

ERNST & YOUNG S.A.R.L.
Cabinetatif Ben Kadour
27, Bd. Mohammed VI - Casablanca
Tél : (212) 37 79 00 33 - (212) 527 39 02 26
Hicham DIOURI
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Angle Rd. Mohammed VI et Rue Châleux
20360 - Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 23 (L.C.)
Fax : 05 22 42 34 00
Adnane LOUKILI
Associé

3

Liste des communiqués de presse publiés par l'émetteur

Document publié	Date de publication	Support
Indicateurs du 2^{ème} trimestre 2019	01/08/2019	AMMC - JAL - Lydec.ma
Communiqué de presse sur les résultats au 1^{er} semestre 2019	01/08/2019	AMMC - JAL - Lydec.ma
Communiqué Post - AGO du 13 juin 2019	18/06/2019	AMMC - JAL - Lydec.ma
Communiqué Post - CA du 14 février 2019	15/02/2019	AMMC - JAL - Lydec.ma

Contact analystes et investisseurs :

Jihane TAMIM - Responsable Relations Investisseurs • jihane.tamim@lydec.co.ma • 05 22 54 90 44

Contact médias :

Bouchra SABIB - Chargée des Relations Médias • bouchra.sabib@lydec.co.ma • 05 22 54 90 22